



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.054/2
du 10 octobre 2016

sur

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
21 mars 2007 réglant
l'installation et l'utilisation de
caméras de surveillance'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.054/2
van 10 oktober 2016

over

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
21 maart 2007 tot regeling van
de plaatsing en het gebruik van
bewakingscamera's'

Le 25 août 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé jusqu'au 14 octobre 2016^(*), sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 octobre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 octobre 2016.

^(*) Par courriel du 26 août 2016.

*

Op 25 augustus 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot 14 oktober 2016^(*), een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 oktober 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 oktober 2016.

^(*) Bij e-mail van 26 augustus 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet¹, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'avant-projet de loi à l'examen tend à apporter diverses modifications à la loi du 21 mars 2007 'régulant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance'.

Selon l'exposé des motifs², il s'agit, d'une part, de clarifier la portée de certaines dispositions et d'adapter la loi à l'évolution technologique et, d'autre part, de prendre en compte l'insertion, dans la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police', de dispositions particulières réglant l'utilisation de caméras par les services de police. Cette insertion fait l'objet de l'avant-projet de loi 'modifiant la loi sur la fonction de police et la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police dans le cadre des missions de police administrative', faisant l'objet d'un avis 60.055/2, donné ce jour.

Plusieurs dispositions de l'avant-projet de loi à l'examen ont pour objet de modifier des dispositions de la loi du 21 mars 2007 qui sont également modifiées par l'avant-projet examiné sous le n° de rôle 60.055/2. Interrogée sur la manière d'articuler ces dispositions, la fonctionnaire déléguée a précisé ce qui suit :

« Les deux avant-projets de loi ont été rédigés séparément. Ne sachant si les deux projets allaient être déposés et examinés en même temps, nous avons prévu, dans l'avant-projet modifiant la loi caméras, deux possibilités, lorsqu'il s'agissait de modifier des articles déjà visés dans le premier projet (projet modifiant la loi sur la fonction de police et la loi caméras), selon que le premier texte était déjà adopté ou non. Vous voyez cela dans les articles 10, 11, 12 et 16 de l'avant-projet modifiant la loi caméras. Nous pourrions adapter cela en fin de parcours (maintenir la formulation adéquate dans le projet modifiant la loi caméras, et éventuellement supprimer les articles 3 à 6 du projet modifiant la loi sur la fonction de police et la loi caméras; voire fusionner les deux projets) ».

Afin d'assurer la sécurité juridique, il convient que, dès à présent, une parfaite articulation soit assurée entre les deux textes en projet. Si leur auteur entend maintenir deux textes distincts, il convient dès lors :

1° de supprimer les articles 3, 4 et 6 de l'avant-projet inscrit sous le numéro de rôle 60.055/2 et d'adapter l'article 5 du même avant-projet ;

¹ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

² Qu'il conviendra de nommer comme tel et non « développements », ce dernier terme étant en principe réservé aux propositions de loi.

2° d'opter, dans l'avant-projet de loi à l'examen, pour le maintien de la version des articles 10 et 11 dans laquelle il est prévu de « remplacer » les articles concernés de la loi du 21 mars 2007 ;

3° de supprimer l'article 12 de l'avant-projet de loi à l'examen ;

4° de supprimer, à l'article 16, 2°, de l'avant-projet de loi à l'examen, les termes entre parenthèses.

Comme l'indique la réponse de la fonctionnaire déléguée, une autre solution pourrait consister à fusionner les deux avant-projets de loi en un seul texte groupant les différentes modifications à apporter tant à la loi du 21 mars 2007 qu'à la loi du 8 août 1992 'sur la fonction de police'.

L'avant-projet sera réexaminé en conséquence.

2. La législation relative à l'utilisation de caméras de surveillance, conçue comme un prolongement sectoriel de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel', doit être conforme au cadre général existant au niveau européen en matière de traitement des données à caractère personnel.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur ce que deux nouvelles normes viennent d'être adoptées à cet égard :

1° le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE', qui sera directement applicable à la date du 25 mai 2018³ ;

2° la directive (UE) 2016/680 du 27 avril 2016 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard de traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil', qui doit être transposée par les États membres pour le 6 mai 2018 au plus tard.

Il conviendra de veiller à ce que la législation sectorielle relative à l'utilisation de caméras tienne compte de cette évolution.

3. Comme l'indique le commentaire de l'article 3, l'avant-projet de loi tend à répondre à certaines questions relatives au champ d'application de la loi du 21 mars 2007.

À cet égard, à l'instar de la Commission de la protection de la vie privée⁴, l'on peut se demander si l'occasion ne devrait pas être mise à profit pour assurer une meilleure

³ Voir son article 99.

⁴ Avis 50/2016 du 21 septembre 2016, pp. 10 et 11.

interaction entre la convention collective de travail n° 68 du 16 juin 1998 'relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard de la surveillance par caméras sur le lieu de travail' et la loi du 21 mars 2007 ⁵.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Il n'y a pas lieu de mentionner l'accomplissement de formalités préalables dans un arrêté royal de présentation d'un projet de loi ⁶.

Il convient dès lors de supprimer les alinéas consacrés aux avis de la Commission de la protection de la vie privée, à l'avis du Conseil d'État et à l'analyse d'impact de la réglementation.

Par ailleurs, l'avant-projet de loi réglant une matière visée à l'article 74 de la Constitution, il y a lieu de remplacer les termes « de présenter en notre nom aux Chambres législatives et de déposer à la Chambre des Représentants » par les termes « de présenter en notre nom à la Chambre des représentants ».

DISPOSITIF

Article 2

1. Selon le commentaire de l'article, les modifications apportées aux définitions du « lieu ouvert » et du « lieu fermé accessible au public » ont pour objectif de rendre ces définitions plus précises de manière à ce que certaines catégories de lieux soient expressément visées dans l'une ou l'autre catégorie. L'auteur de l'avant-projet doit toutefois garder à l'esprit que les modifications qu'il envisage ne doivent pas entamer le caractère exclusif de ces deux définitions. Pour que ces modifications ne suscitent pas de nouvelles difficultés dans l'application de la loi, il est en effet essentiel que tout lieu accessible au public n'entre que dans une seule des deux définitions.

Or, la modification proposée pour la définition du « lieu fermé » tend à élargir ce concept à des lieux qui continueront toutefois à répondre à la définition de lieu ouvert. Ainsi un lieu accessible au public et « non délimité par une enceinte » mais par « une démarcation visuelle claire ou indiqué d'une manière permettant de clairement distinguer les lieux » et dans lequel « des services peuvent [...] être fournis [au public] » répondra tant à la définition du « lieu ouvert » qu'à celle du « lieu fermé accessible au public ».

⁵ Voir également C.E., avis 40.649/2 donné le 13 juin 2006 sur une proposition devenue la loi du 21 mars 2007 'régulant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance', *Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 1734/2, p. 3.

⁶ À l'exception de la mention de l'avis de la section de législation du Conseil d'État dans la seule hypothèse où, en raison de l'urgence, celui-ci se limite à examiner la compétence (en application de l'article 3, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État) (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 226 et 227 et formule F 5).

Pour atteindre l'objectif poursuivi par l'auteur de l'avant-projet sans susciter de nouvelles difficultés d'interprétation, mieux vaudrait définir précisément une des deux notions (par exemple en explicitant ou en élargissant la notion d'« enceinte ») et en définissant l'autre notion comme étant « tout autre lieu accessible au public ».

2. Au point c), la présentation des différentes modifications apportées à l'article 2, 4°, de la loi du 21 mars 2007, les unes à la suite des autres, au sein d'un texte continu, n'en facilite pas la lecture. Le texte en projet gagnerait à les présenter sous la forme d'une énumération.

3. Les points d) et e) tendent à compléter l'article 2 de la loi du 21 mars 2007 par les définitions de « caméra de surveillance fixe temporaire » et de « caméra de surveillance intelligente ». Afin d'en faciliter la lecture, tant les actuelles définitions de « caméra de surveillance » et de « caméra de surveillance mobile » (article 2, 4°, de la loi) que les définitions en projet gagneraient à faire chacune l'objet d'un point distinct (4°, 4°/1, 4°/2 et 4°/3).

Article 3

L'article 3, alinéa 2, 3°, en projet tend à exclure de l'application de la loi « les caméras de surveillance installées et utilisées par les services publics d'inspection et de contrôle dans le cadre de leurs missions, conformément à la loi, au décret ou à l'ordonnance, qui règle leurs compétences ».

Le commentaire de l'article indique que l'objectif poursuivi est d'exclure de l'application de la loi

« les services publics d'inspection et de contrôle, autorisés, par la loi fixant leurs compétences, à utiliser des caméras (qu'elles soient fixes ou mobiles) pour leurs constatations ».

L'exclusion exprimée par l'article 3, alinéa 2, 3°, l'est en termes tellement larges qu'elle en vient même à exclure par exemple des services publics communaux qui auraient pour mission de « prévenir, constater, déceler des incivilités au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale, contrôler le respect des règlements communaux ou maintenir l'ordre public », alors qu'il résulte de l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, en projet que l'utilisation de caméras de surveillance pour cette finalité entre dans le champ d'application de la loi.

L'objectif poursuivi par l'article 3, alinéa 2, 3°, en projet serait sans doute mieux atteint si l'on excluait du champ d'application de la loi les caméras de surveillance utilisées par les services publics d'inspection ou de contrôle qui sont expressément autorisés par la loi, le décret ou l'ordonnance à utiliser des caméras ou à prendre des vues par film ou vidéo dans le cadre de leurs missions.

Article 4

Comme le confirme le commentaire des articles, il convient sans doute de comprendre l'article 3/1 en projet comme prévoyant, en cas d'installation et d'utilisation de

caméras de surveillance pour plusieurs finalités, l'application de la loi du 21 mars 2007 dès que, parmi ces finalités, figure « l'une de celles visées à l'article 3, alinéa 1^{er} » de la loi du 21 mars 2007.

Dans le texte en projet, les termes « dont celles visées à l'article 3, alinéa 1^{er} » seront dès lors remplacés par les termes « dont l'une de celles visées à l'article 3, alinéa 1^{er} ».

Article 7

1. Le 4^o tend à insérer, à l'article 5 de la loi du 21 mars 2007, un paragraphe 2/1 relatif aux modalités particulières s'appliquant à l'utilisation de caméras de surveillance fixes temporaires dans un lieu ouvert.

À propos de l'avis donné par le conseil communal, la Commission de la protection de la vie privée a rappelé, dans son avis 50/2016 du 21 septembre 2016, qu'elle s'interrogeait sur la durée de validité de cet avis ainsi que sur le nombre de renouvellements autorisés⁷.

Interrogée à cet égard, la fonctionnaire déléguée a fourni les explications suivantes :

« Les caméras de surveillance fixes temporaires sont des caméras de surveillance fixes, soumises au même régime que les autres caméras de surveillance fixes, à la seule différence qu'elles ont vocation à être déplacées et comme leur nom l'indique, à n'être fixées que temporairement dans un lieu. Vu ce caractère temporaire, leur vocation à être (régulièrement) déplacées, et la difficulté d'obtenir un avis du conseil communal préalablement à chaque déplacement des caméras, l'objectif de ce nouveau paragraphe relatif aux caméras de surveillance fixes temporaires est de prévoir un régime spécifique (uniquement) en ce qui concerne la formalité de l'avis préalable du conseil communal. Pour le reste, comme précisé dans l'exposé des motifs (p. 14), 'les autres règles prévues par la loi caméras quant aux caméras de surveillance fixes restent inchangées, même en cas d'utilisation temporaire'.

Alors qu'en règle générale, lorsqu'il s'agit d'installer des caméras de surveillance 'permanentes' (par opposition à 'temporaires') dans un lieu ouvert, aucune règle n'est prévue quant à la durée de validité de l'avis du conseil communal, l'on n'aperçoit pas pourquoi lorsque ces caméras de surveillance sont temporaires, il faudrait prévoir expressément la durée de validité de cet avis positif. Le fait que, dans le cadre de ce paragraphe 2/1, le conseil communal donne un avis positif pour une durée limitée permet notamment de prévoir de nouvelles finalités d'utilisation des caméras de surveillance à l'expiration du délai de validité (soit de les utiliser pour un autre événement, soit de cibler d'autres problèmes de sécurité, ou d'autres lieux). Il nous semble d'ailleurs que cela est plus respectueux de la vie privée des citoyens dans la mesure où ce caractère temporaire permet de n'utiliser les caméras de surveillance que dans les lieux où cela est nécessaire, au moment où cela est jugé utile et efficace. Cela peut donc permettre dans certains cas d'utiliser un nombre plus limité de caméras de surveillance, de manière plus ciblée. Même si l'avis positif du conseil communal devait être à chaque fois renouvelé, que ce soit pour les mêmes finalités ou pour de nouvelles finalités, ce système aura le mérite d'obliger le responsable du traitement à évaluer l'utilité et l'efficacité des caméras de surveillance

⁷ Point 15, p. 11.

avant chaque demande de renouvellement (ce qui est positif quant au respect des principes de la loi sur la vie privée). Par ailleurs, si le renouvellement n'est pas justifié, le conseil communal peut refuser de donner son avis positif et ainsi empêcher de prolonger l'utilisation des caméras de surveillance concernées.

Il ne nous semble donc pas nécessaire d'adapter le texte sur ce point ».

De telles précisions méritent de figurer dans le commentaire de l'article.

2. L'article 7, 5° et 6°, envisage de supprimer, à l'article 5, § 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 21 mars 2007 l'obligation de notification des données qui y sont mentionnées, à la Commission de la protection de la vie privée.

L'article 7, 7°, envisage d'insérer, dans l'article 5, § 3, de la loi précitée un nouvel alinéa 3 disposant que

« [l]e responsable du traitement tient un registre reprenant les activités de traitement d'images de caméras de surveillance mises en œuvre sous sa responsabilité »

et que,

« [s]ur demande, le responsable du traitement met ce registre à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée ».

Or, en vertu de l'article 18, paragraphe 2, de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données', la possibilité pour les États membres de déroger à l'obligation de notification visée au paragraphe 1^{er} de cette disposition est soumise à certaines conditions. Parmi celles-ci, sont pertinentes pour les dispositions à l'examen de l'avant-projet de loi celles énoncées par le paragraphe 2, second tiret, de l'article 18 de la directive, ainsi rédigé :

« – [...] le responsable du traitement désigne, conformément au droit national auquel il est soumis, un détaché à la protection des données à caractère personnel chargé notamment :

- d'assurer, d'une manière indépendante, l'application interne des dispositions nationales prises en application de la présente directive,
- de tenir un registre des traitements effectués par le responsable du traitement, contenant les informations visées à l'article 21 paragraphe 2,

et garantissant de la sorte que les traitements ne sont pas susceptibles de porter atteinte aux droits et libertés des personnes concernées ».

Le commentaire de l'article 7 de l'avant-projet justifie le régime ainsi instauré par le fait que le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 tend à remplacer l'obligation pour le responsable du traitement de notifier les traitements de données à caractère personnel à l'autorité nationale de contrôle par celle de tenir un registre des activités de traitement.

Comme il a été exposé dans l'observation générale n° 2, ce règlement ne sera toutefois applicable qu'à partir du 25 mai 2018. L'article 94, paragraphe 1, de ce règlement abroge la directive 95/46/CE avec effet à la même date du 25 mai 2018.

Jusqu'à cette date, les obligations plus strictes imposées par la directive 95/46/CE doivent être respectées par les États membres, en ce compris, sur la question faisant l'objet de la présente observation, l'article 18, paragraphe 2, second tiret, de la directive, à lire en combinaison avec ses articles 21, paragraphe 2, et 19, paragraphe 1, points a) à e).

La disposition dont l'insertion est prévue par l'article 7, 7°, de l'avant-projet sera donc complétée par la précision selon laquelle le responsable du traitement désigne un « détaché à la protection des données à caractère personnel » conformément à l'article 18, paragraphe 2, second tiret, de la directive.

Dans la ligne des articles 21, paragraphe 2, et 19, paragraphe 1, points a) à e), de la directive, ce registre devra contenir les informations suivantes :

« au minimum :

- a) le nom et l'adresse du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant ;
- b) la ou les finalités du traitement ;
- c) une description de la ou des catégories de personnes concernées et des données ou des catégories de données s'y rapportant ;
- d) les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées ;
- e) les transferts de données envisagés à destination de pays tiers ».

De plus, l'article 21, paragraphe 1^{er}, de la même directive, impose aux États membres de prendre des mesures pour assurer la publicité des traitements. Selon le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de la même disposition,

« [l]es États membres prévoient que l'autorité de contrôle tient un registre des traitements notifiés en vertu de l'article 18 »

et, aux termes de son alinéa 3, ledit registre

« peut être consulté par toute personne ».

La possibilité ainsi offerte à toute personne de consulter le registre des traitements notifiés à l'autorité de contrôle doit valoir également dans les cas où la notification prévue à l'article 18, paragraphe 1^{er}, de la directive est remplacée par la tenue d'un registre en vertu du paragraphe 2 de la même disposition.

Les mêmes observations valent, moyennant les modifications nécessaires, pour les articles 8, 1° à 3°, et 9, 2° à 5°, de l'avant-projet.

3. Compte tenu de l'insertion au 4° d'un paragraphe 2/1 à l'article 5 de la loi du 21 mars 2007, il y a lieu de compléter le 5° afin d'insérer, à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « ou au § 2/1 » après les mots « au § 1^{er} ».

4. Conformément à l'intention exprimée dans le commentaire de l'article, afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, il s'indiquerait, dans l'alinéa en projet au 7°, de remplacer les mots « y compris électronique » par les mots « électronique ou non ».

5. Au 8°, il conviendra d'assurer la concordance des deux versions linguistiques, le texte néerlandais évoquant la notion de « belangrijke evenementen » et la version française celle d'« événements significatifs ».

Article 11

Comme la Commission de la protection de la vie privée, l'on peut s'interroger sur les raisons d'autoriser, à l'article 7/2, § 1^{er}, 2°, en projet de la loi du 21 mars 2007, une personne physique à utiliser des caméras de surveillance mobiles à des fins personnelles ou domestiques dans un lieu fermé non accessible au public ⁸.

Le commentaire de l'article devrait à tout le moins être complété afin d'indiquer en quoi une telle autorisation permettrait de rencontrer des cas de figure pour lesquels la possibilité d'utiliser des caméras fixes ne serait pas satisfaisante ⁹.

Article 15

1. Dès lors que l'alinéa 2 en projet invite celui qui demande d'avoir accès aux images le concernant d'énoncer « les raisons pour lesquelles cette personne souhaite accéder aux images » et que le commentaire de cette disposition la fonde sur la nécessité pour ce demandeur d'établir qu'il « a vraiment un intérêt à accéder aux images », cette condition portant sur l'intérêt du demandeur devrait expressément figurer dans le dispositif et ce, dans le respect du droit européen ¹⁰.

2. À l'alinéa en projet au 3°, mieux vaudrait préciser, si telle est l'intention, que le délai d'un mois prend cours à la date de la demande d'accès.

⁸ Avis 50/2016 précité, observation 16, pp. 11 et 12.

⁹ Cela permettrait de justifier cette mesure au regard des principes de proportionnalité et de subsidiarité qui gouvernent cette matière.

¹⁰ Voir par exemple actuellement la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données'.

Article 18

Le texte sera revu de manière à éviter d'être lu comme permettant aux personnes ayant installé et utilisé des caméras de surveillance avant la date d'entrée en vigueur du projet mais en violation de la législation actuellement en vigueur, d'être dispensées du respect de celle-ci pendant la période transitoire.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,¹ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorliggende voorontwerp van wet strekt ertoe een aantal wijzigingen aan te brengen in de wet van 21 maart 2007 ‘tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera’s’.

Luidens de memorie van toelichting² is het enerzijds de bedoeling om de draagwijdte van sommige bepalingen te verduidelijken en de wet aan de technologische evolutie aan te passen en anderzijds om rekening te houden met het feit dat in de wet van 5 augustus 1992 ‘op het politieambt’ bijzondere bepalingen zijn ingevoegd die het gebruik van camera’s door de politiediensten regelen. Over die invoeging handelt het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet op het politieambt en de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera’s om het gebruik van camera’s door de politiediensten in het kader van de opdrachten van bestuurlijke politie te regelen’, waarover vandaag advies 60.055/2 wordt gegeven.

Verscheidene bepalingen van het voorliggende voorontwerp van wet strekken ertoe wijzigingen aan te brengen in bepalingen van de wet van 21 maart 2007 die eveneens worden gewijzigd bij het voorontwerp dat onderzocht is onder rolnummer 60.055/2. Op de vraag hoe die bepalingen zich tot elkaar verhouden, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende gepreciseerd:

“Les deux avant-projets de loi ont été rédigés séparément. Ne sachant si les deux projets allaient être déposés et examinés en même temps, nous avons prévu, dans l’avant-projet modifiant la loi caméras, deux possibilités, lorsqu’il s’agissait de modifier des articles déjà visés dans le premier projet (projet modifiant la loi sur la fonction de police et la loi caméras), selon que le premier texte était déjà adopté ou non. Vous voyez cela dans les articles 10, 11, 12 et 16 de l’avant-projet modifiant la loi caméras. Nous pourrions adapter cela en fin de parcours (maintenir la formulation adéquate dans le projet modifiant la loi caméras, et éventuellement supprimer les articles 3 à 6 du projet modifiant la loi sur la fonction de police et la loi caméras; voire fusionner les deux projets).”

¹ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met hogere rechtsnormen verstaan.

² Dit is de correcte term in tegenstelling tot de term “toelichting” alleen, die in beginsel bestemd is voor wetsvoorstellen.

Ter wille van de rechtszekerheid moet er nu reeds voor worden gezorgd dat de twee ontworpen teksten perfect op elkaar zijn afgestemd. Bijgevolg, indien de steller ervan twee afzonderlijke teksten wenst te behouden:

1° moeten de artikelen 3, 4 en 6 van het voorontwerp met rolnummer 60.055/2 geschrapt worden en moet artikel 5 van datzelfde voorontwerp worden aangepast;

2° moet in het voorliggende voorontwerp van wet geopteerd worden voor het behoud van de versie van de artikelen 10 en 11 waarin wordt bepaald dat de betrokken artikelen van de wet van 21 maart 2007 worden “vervangen”;

3° moet artikel 12 van het voorliggende voorontwerp van wet worden geschrapt;

4° moeten in artikel 16, 2°, van het voorliggende voorontwerp van wet de woorden tussen haakjes worden geschrapt.

Zoals de gemachtigde ambtenaar in haar antwoord aangeeft, zou een andere oplossing erin kunnen bestaan de twee voorontwerpen van wet samen te voegen tot één enkele tekst waarin de verschillende wijzigingen die in de wet van 21 maart 2007 en in de wet van 8 augustus 1992 ‘op het politieambt’ moeten worden aangebracht, worden gegroepeerd.

Het voorontwerp dient in het licht hiervan te worden herbekeken.

2. De wetgeving inzake het gebruik van bewakingscamera's, die ontworpen is als een doortrekken van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’ tot een bepaalde sector, moet overeenstemmen met het algemene kader dat met betrekking tot de behandeling van de persoonsgegevens op Europees niveau bestaat.

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat in dat verband onlangs twee nieuwe normen zijn goedgekeurd:

1° verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG’, die rechtstreeks van toepassing wordt met ingang van 25 mei 2018;³

2° richtlijn (EU) 2016/680 van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad’, die uiterlijk tegen 6 mei 2018 door de lidstaten moet worden omgezet.

Er behoort op toegezien te worden dat de sectorale wetgeving inzake het gebruik van camera's met die evolutie rekening houdt.

³ Zie artikel 99 van die verordening.

3. Zoals in de bespreking van artikel 3 wordt aangegeven, strekt het voorontwerp van wet ertoe een antwoord te geven op bepaalde vragen omtrent het toepassingsgebied van de wet van 21 maart 2007.

In dat opzicht kan men zich, in navolging van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,⁴ afvragen of de gelegenheid niet te baat zou moeten worden genomen om te zorgen voor een betere wisselwerking tussen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 68 van 16 juni 1998 ‘betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de werknemers ten opzichte van de camerabewaking op de arbeidsplaats’ en de wet van 21 maart 2007.⁵

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

In een koninklijk besluit tot indiening van een wetsontwerp behoort geen melding te worden gemaakt van de vervulling van voorafgaande vormvereisten.⁶

Bijgevolg moeten de leden betreffende het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, het advies van de Raad van State en de regelgevingsimpactanalyse worden geschrapt.

Aangezien het voorontwerp van wet een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet, moeten bovendien de woorden “in onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen” worden vervangen door de woorden “in onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen”.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Volgens de bespreking van het artikel zijn de wijzigingen die worden aangebracht in de definities van “niet-besloten plaats” en “voor het publiek toegankelijke besloten plaats”, bedoeld om die definities te verduidelijken zodat bepaalde categorieën van plaatsen uitdrukkelijk worden ingedeeld onder de ene of de andere categorie. De steller van het voorontwerp mag

⁴ Advies 50/2016 van 21 september 2016, p. 10 en 11.

⁵ Zie ook RvS, advies 40.649/2, gegeven op 13 juni 2006 over een voorstel dat geleid heeft tot de wet van 21 maart 2007 ‘tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera’s’, *Parl.St.* Senaat, 2005-06, nr. 1734/2, 3.

⁶ Uitgezonderd de vermelding van het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, doch alleen in het geval de Raad zich wegens de dringende noodzakelijkheid beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid (toepassing van artikel 3, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State) (*Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 226 en 227 en formule F 5).

evenwel niet uit het oog verliezen dat de voorgenomen wijzigingen geen afbreuk mogen doen aan het exclusieve karakter van die twee definities. Om te vermijden dat die wijzigingen zorgen voor nieuwe moeilijkheden bij het toepassen van de wet, is het immers van essentieel belang dat elke voor het publiek toegankelijke plaats slechts onder één van de twee definities valt.

De wijziging van de definitie van “besloten plaats” die wordt voorgesteld, strekt er evenwel toe dit concept uit te breiden tot plaatsen die echter blijven beantwoorden aan de definitie van een “niet-besloten plaats”. Zo zal een voor het publiek toegankelijke plaats “die niet door een omsluiting is afgebakend”, maar door “een duidelijk zichtbare afscheiding of [die] aangeduid [is] op een manier die het mogelijk maakt om de plaatsen duidelijk van elkaar te onderscheiden” en “waar diensten aan het publiek kunnen worden verstrekt” zowel beantwoorden aan de definitie van “niet-besloten plaats” als aan de definitie van “voor het publiek toegankelijke besloten plaats”.

Om het doel dat de steller van het voorontwerp nastreeft te bereiken zonder dat er zich nieuwe interpretatiemoeilijkheden voordoen, zou het beter zijn om één van de twee begrippen nauwkeurig te definiëren (bijvoorbeeld door het begrip “omsluiting” te verklaren of te verruimen) en het andere begrip te definiëren als “elke andere voor het publiek toegankelijke plaats”.

2. In punt c), worden de verschillende wijzigingen van artikel 2, 4°, van de wet van 21 maart 2007 één na één genoemd in een doorlopende tekst, wat niet ten goede komt aan de leesbaarheid. De ontworpen tekst zou bevattelijker zijn indien die wijzigingen in een opsomming zouden staan.

3. De punten d) en e) strekken ertoe artikel 2 van de wet van 21 maart 2007 aan te vullen met de definities van “tijdelijke vaste bewakingscamera” en “intelligente bewakingscamera”. Ter wille van de leesbaarheid zou het beter zijn om zowel de huidige definities van “bewakingscamera” en “mobiele bewakingscamera” (artikel 2, 4°, van de wet) als de ontworpen definities elk in een afzonderlijk punt op te nemen (4°, 4°/1, 4°/2 en 4°/3).

Artikel 3

Het ontworpen artikel 3, tweede lid, 3°, strekt ertoe de “bewakingscamera’s geplaatst en gebruikt door de inspectie- en controlediensten, in het kader van hun opdrachten, in overeenstemming met de wet, het decreet of de ordonnantie die hun bevoegdheden regelt” van de toepassing van de wet uit te sluiten.

In de bespreking van het artikel wordt gesteld dat het de bedoeling is de volgende diensten van de toepassing van de wet uit te sluiten:

“de openbare inspectie- en controlediensten, die door de wet waarin hun bevoegdheden worden vastgelegd zijn gemachtigd om camera’s voor hun vaststellingen te gebruiken (ongeacht of zij vast of mobiel zijn)”.

De in artikel 3, tweede lid, 3°, genoemde uitsluiting is dermate ruim verwoord dat ze zelfs zou leiden tot uitsluiting van bijvoorbeeld gemeentelijke overheidsdiensten die de opdracht zouden hebben om “overlast in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet te voorkomen, vast te stellen of op te sporen, de naleving van gemeentelijke reglementen te controleren of de openbare orde te handhaven”, terwijl uit het ontworpen artikel 3, eerste lid, 2°, voortvloeit dat het daartoe aanwenden van bewakingscamera's binnen het toepassingsgebied van de wet valt.

Het bij het ontworpen artikel 3, tweede lid, 3°, nagestreefde doel zou wellicht makkelijker bereikt worden indien de bewakingscamera's gebruikt door de inspectie- of controlediensten die bij wet, decreet of ordonnantie uitdrukkelijk zijn gemachtigd om in het kader van hun opdrachten camera's te gebruiken of video- of filmopnames te maken, zouden worden uitgesloten van het toepassingsgebied van de wet.

Artikel 4

Zoals in de artikelsgewijze bespreking wordt bevestigd, moet het ontworpen artikel 3/1 wellicht zo begrepen worden dat het bepaalt dat de wet van 21 maart 2007 van toepassing is ingeval bewakingscamera's worden geplaatst en gebruikt voor meerdere doeleinden, zodra tot die doeleinden “één van diegene bedoeld in artikel 3, eerste lid,” van de wet van 21 maart 2007 behoort.

In de ontworpen tekst moeten de woorden “waaronder diegene bedoeld in artikel 3, eerste lid” bijgevolg worden vervangen door de woorden “waaronder één van diegene bedoeld in artikel 3, eerste lid”.

Artikel 7

1. De bepaling onder 4° strekt ertoe in artikel 5 van de wet van 21 maart 2007 een paragraaf 2/1 in te voegen die betrekking heeft op de bijzondere regels voor het gebruik van tijdelijke vaste bewakingscamera's in een niet-besloten plaats.

Met betrekking tot het advies van de gemeenteraad heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer er in haar advies 50/2016 van 21 september 2016 opnieuw op gewezen dat zij zich de vraag stelde hoe lang de geldigheidsduur van dat advies kan zijn en hoeveel keer een hernieuwing kan plaatsvinden.⁷

Daarover om uitleg gevraagd heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende toelichting verschaft:

“Les caméras de surveillance fixes temporaires sont des caméras de surveillance fixes, soumises au même régime que les autres caméras de surveillance fixes, à la seule différence qu'elles ont vocation à être déplacées et comme leur nom l'indique, à n'être fixées que temporairement dans un lieu. Vu ce caractère temporaire, leur vocation à être

⁷ Punt 15, p. 11.

(régulièrement) déplacées, et la difficulté d'obtenir un avis du conseil communal préalablement à chaque déplacement des caméras, l'objectif de ce nouveau paragraphe relatif aux caméras de surveillance fixes temporaires est de prévoir un régime spécifique (uniquement) en ce qui concerne la formalité de l'avis préalable du conseil communal. Pour le reste, comme précisé dans l'exposé des motifs (p. 14), 'les autres règles prévues par la loi caméras quant aux caméras de surveillance fixes restent inchangées, même en cas d'utilisation temporaire'.

Alors qu'en règle générale, lorsqu'il s'agit d'installer des caméras de surveillance 'permanentes' (par opposition à 'temporaires') dans un lieu ouvert, aucune règle n'est prévue quant à la durée de validité de l'avis du conseil communal, l'on n'aperçoit pas pourquoi lorsque ces caméras de surveillance sont temporaires, il faudrait prévoir expressément la durée de validité de cet avis positif. Le fait que, dans le cadre de ce paragraphe 2/1, le conseil communal donne un avis positif pour une durée limitée permet notamment de prévoir de nouvelles finalités d'utilisation des caméras de surveillance à l'expiration du délai de validité (soit de les utiliser pour un autre événement, soit de cibler d'autres problèmes de sécurité, ou d'autres lieux). Il nous semble d'ailleurs que cela est plus respectueux de la vie privée des citoyens dans la mesure où ce caractère temporaire permet de n'utiliser les caméras de surveillance que dans les lieux où cela est nécessaire, au moment où cela est jugé utile et efficace. Cela peut donc permettre dans certains cas d'utiliser un nombre plus limité de caméras de surveillance, de manière plus ciblée. Même si l'avis positif du conseil communal devait être à chaque fois renouvelé, que ce soit pour les mêmes finalités ou pour de nouvelles finalités, ce système aura le mérite d'obliger le responsable du traitement à évaluer l'utilité et l'efficacité des caméras de surveillance avant chaque demande de renouvellement (ce qui est positif quant au respect des principes de la loi sur la vie privée). Par ailleurs, si le renouvellement n'est pas justifié, le conseil communal peut refuser de donner son avis positif et ainsi empêcher de prolonger l'utilisation des caméras de surveillance concernées.

Il ne nous semble donc pas nécessaire d'adapter le texte sur ce point."

Dergelijke verduidelijkingen zouden in de bespreking van het artikel opgenomen moeten worden.

2. Artikel 7, 5° en 6°, strekt ertoe in artikel 5, § 3, eerste en tweede lid, van de wet van 21 maart 2007 de verplichting op te heffen om de gegevens genoemd is die leden ter kennis te brengen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 7, 7° strekt ertoe in artikel 5, § 3, van de voornoemde wet een nieuw derde lid in te voegen waarin wordt bepaald dat

"[d]e verantwoordelijke voor de verwerking (...) een register bij[houdt] met de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's uitgevoerd onder zijn verantwoordelijkheid"

en dat

"de verantwoordelijke voor de verwerking dit register [op verzoek] ter beschikking [stelt] van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer."

Krachtens artikel 18, lid 2, van richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens'

kunnen de lidstaten echter slechts onder bepaalde voorwaarden voorzien in vrijstelling van de verplichting tot aanmelding bedoeld in lid 1 van die bepaling. Van die voorwaarden zijn de voorwaarden genoemd in lid 2, tweede streepje, van artikel 18 van de richtlijn relevant wat de voorliggende bepalingen van het voorontwerp van wet betreft. Dat artikel 18, lid 2, tweede streepje luidt als volgt:

“– (...) de voor de verwerking verantwoordelijke [wijst], overeenkomstig het nationale recht waaraan hij is onderworpen, een functionaris voor de gegevensbescherming [aan] die met name

- op onafhankelijke wijze toezicht uitoefent op de toepassing binnen de organisatie van de krachtens deze richtlijn getroffen nationale maatregelen,

- een register bijhoudt van de door de voor verwerking verantwoordelijke verrichte verwerkingen, waarin de in artikel 21, lid 2, bedoelde gegevens opgenomen zijn,

en er aldus voor zorgt dat inbreuk op de rechten en vrijheden van de betrokkenen door de verwerkingen onwaarschijnlijk is.”

In de bespreking van artikel 7 van het voorontwerp wordt ter verantwoording van de aldus ingevoerde regeling aangevoerd dat verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 ertoe strekt de verplichting dat de verantwoordelijke voor de verwerking de verwerkingen van persoonsgegevens moet melden aan de nationale toezichthoudende autoriteit te vervangen door de verplichting om een register bij te houden van de verwerkingsactiviteiten.

Zoals uiteengezet is in algemene opmerking nr. 2, zal die verordening echter pas van toepassing zijn vanaf 25 mei 2018. Bij artikel 94, lid 1, van die verordening wordt richtlijn 95/46/EG ingetrokken met ingang van 25 mei 2018.

Tot dat ogenblik moeten de lidstaten zich houden aan de strengere verplichtingen die worden opgelegd bij richtlijn 95/46/EG en dus ook, wat betreft de aangelegenheid die in deze opmerking wordt behandeld, aan artikel 18, lid 2, tweede streepje, van de richtlijn, welke bepaling moet worden gelezen in samenhang met de artikelen 21, lid 2, en 19, lid 1, punten a) tot e) van dezelfde richtlijn.

De bepaling die wordt ingevoegd bij artikel 7, 7°, van het voorontwerp moet dus worden aangevuld met de precisering dat de verantwoordelijke voor de verwerking overeenkomstig artikel 18, lid 2, tweede streepje, van de richtlijn een “functionaris voor de gegevensbescherming” aanwijst.

In de lijn van de artikelen 21, lid 2, en 19, lid 1, punten a) tot e), van de richtlijn moet dat register “ten minste” de volgende inlichtingen bevatten:

“a) de naam en het adres van de voor verwerking verantwoordelijke en, in voorkomend geval, van diens vertegenwoordiger;

b) het (de) doeleinde(n) van de verwerking;

c) een beschrijving van de categorie(ën) betrokkenen en van de gegevens of categorieën gegevens die daarop betrekking hebben;

d) de ontvangers of categorieën ontvangers aan wie de gegevens kunnen worden verstrekt;

e) de voorgenomen overdrachten van gegevens naar derde landen.”

Bovendien moeten de lidstaten op grond van artikel 21, lid 1, van dezelfde richtlijn maatregelen nemen om te zorgen voor de openbaarheid van de verwerkingen. Volgens lid 2, eerste alinea, van hetzelfde artikel

“[bepalen d]e Lid-Staten (...) dat de toezichthoudende autoriteit een register van de uit hoofde van artikel 18 aangemelde verwerkingen b[ij]houdt.”

en luidens de derde alinea ervan kan het genoemde register

“door een ieder worden geraadpleegd.”

De mogelijkheid die aldus aan eenieder wordt geboden om inzage te nemen van het register van de aan de toezichthoudende autoriteit gemelde verwerkingen, moet eveneens bestaan in de gevallen waarin de melding bedoeld in artikel 18, lid 1, van de richtlijn wordt vervangen door het bijhouden van een register krachtens lid 2 van hetzelfde artikel.

Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor de artikelen 8, 1° tot 3°, en 9, 2° tot 5°, van het voorontwerp.

3. Gelet op het feit dat bij de bepaling onder 4° een paragraaf 2/1 wordt ingevoegd in artikel 5 van de wet van 21 maart 2007, behoort de bepaling onder 5° te worden aangevuld teneinde in artikel 5, § 3, eerste lid, van dezelfde wet de woorden “of in § 2/1” in te voegen na de woorden “in § 1”.

4. Overeenkomstig de bedoeling die wordt weergegeven in de bespreking van het artikel, zou het, om elk interpretatieprobleem uit de weg te gaan, raadzaam zijn om, in het in onderdeel 7° ontworpen lid, de woorden “welke de elektronische vorm omvat” te vervangen door de woorden “die elektronisch of niet-elektronisch kan zijn of niet”.

5. In de bepaling onder 8° behoort voor overeenstemming te worden gezorgd tussen beide taalversies, aangezien in de Nederlandse tekst wordt gewerkt met het begrip “belangrijke evenementen”, terwijl in de Franse tekst het begrip “événements significatifs” wordt gebruikt.

Artikel 11

Men kan zich afvragen, zoals ook de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer doet, waarom een natuurlijk persoon bij het ontworpen artikel 7/2, § 1, 2°, van de wet van 21 maart 2007 wordt gemachtigd om mobiele bewakingscamera's te gebruiken voor persoonlijk of huishoudelijk gebruik, in een niet voor het publiek toegankelijke besloten plaats.⁸

⁸ Voornoemd advies 50/2016, opmerking 16, pp. 11 en 12.

De bespreking van het artikel zou op zijn minst moeten worden aangevuld zodat wordt vermeld in welk opzicht een dergelijke machtiging zou kunnen tegemoetkomen aan gevallen waarin het niet volstaat om gebruik te kunnen maken van vaste camera's.⁹

Artikel 15

1. Aangezien degene die vraagt om toegang tot de beelden die op hem betrekking hebben luidens het ontworpen tweede lid wordt verzocht om “de redenen [op te geven] waarom [hij] toegang tot de beelden wenst te krijgen” en aangezien luidens de bespreking van die bepaling deze laatste is ingegeven door de noodzaak dat die aanvrager aantoonst dat hij “er werkelijk belang bij heeft toegang te hebben tot de beelden”, zou die voorwaarde met betrekking tot het belang van de aanvrager uitdrukkelijk moeten worden opgenomen in het dispositief, en dit met inachtneming van het Europese recht.¹⁰

2. Indien zulks de bedoeling is, zou in het in onderdeel 3°ontworpen lid beter worden vermeld dat de termijn van één maand ingaat op de datum waarop het verzoek tot toegang wordt gedaan.

Artikel 18

De tekst dient aldus te worden herzien dat hij niet zo kan worden begrepen dat personen die vóór de datum van inwerkingtreding van het ontwerp bewakingscamera's geplaatst en gebruikt hebben met schending van de thans geldende wetgeving, kunnen worden vrijgesteld van de naleving van die wetgeving tijdens de overgangperiode.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁹ Op die wijze zou die maatregel kunnen worden gerechtvaardigd in het licht van het evenredigheids- en het subsidiariteitsbeginsel die ter zake van groot belang zijn.

¹⁰ Zie thans bijvoorbeeld richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens’.